

SANTÉ
25.11.2020

LA SCANDALEUSE SAGA DU REMDESIVIR

La saga du Remdesivir montre l'influence qu'ont aujourd'hui les grands laboratoires sur le processus d'approbation des produits thérapeutiques.

Le scandale éclabousse l'OMS, l'ANSM, le Conseil scientifique ainsi que le ministère de la Santé et le gouvernement dont la mission première devrait être de garantir le bien commun et de **protéger la population** contre les intérêts privés de cette industrie sans morale qui, de notoriété publique, est celle qui dépense le plus en lobbying (295 M\$/an aux États-Unis !) ...

Voici en résumé l'histoire :

En 2015, le laboratoire américain Gilead expérimente le Remdesivir contre le virus Ebola : c'est un échec. **Début 2020**, Gilead tente alors de repositionner ce médicament dans le traitement de la Covid19.

Le 24 février 2020, le directeur général adjoint de l'OMS [déclare](#) sans la moindre étude sérieuse : « *Il n'existe actuellement qu'un seul médicament qui pourrait avoir une réelle efficacité et c'est le Remdesivir.* »

Le 25 février, en France, le Pr. Raoult annonce qu'il a mis au point à partir de l'hydroxychloroquine (HCQ) associée à l'azithromycine (AZY) un traitement permettant de réduire la charge virale du Covid19 en phase précoce. Mais ses travaux sont ignorés par le ministère de la Santé qui prend par ailleurs la décision inédite de restreindre la liberté de prescrire des médecins généralistes.

Le 5 mars, première réunion du Conseil scientifique Covid19 en France. Didier Raoult témoigne que « *les membres n'avaient qu'une chose à la bouche : tester le Remdesivir* ». En revanche, il se heurte à un mur pour tester l'HCQ.

Début mars aux États-Unis, Zhang Zuofeng, professeur d'épidémiologie renommé de l'université de Californie (UCLA), signale que les effets du Remdesivir sur la Covid-19 ne sont pas convaincants.

Le 22 mars, en France, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) initie l'essai européen *Discovery* sur les différents traitements de la Covid19 et promet pour « *dans 15 jours* » des résultats ... que l'on n'aura finalement [jamais](#).

Le 25 avril, l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) française parle d'effets secondaires « [redoutables](#) » de l'HCQ et cette [fake news](#) est reprise par toute la presse.

Le 29 avril, une étude chinoise publiée dans *The Lancet* confirme que le Remdesivir ne montre « *aucun bénéfice significatif* ». Mais une autre petite étude sur 53 cas publiée dans le *New England Journal of Medicine* affirme qu'il accélère de 31 % le temps de rétablissement des malades (il s'avèrera que cette étude a été payée par Gilead). Sur cette base ridicule, le même jour, le Dr Fauci, patron de la Santé aux États-Unis, annonce que le Remdesivir devient « *la norme de soin contre le Covid19* » (!). Il sera homologué en

un temps record (2 jours) par la Food and Drug Association (FDA) et commercialisé au prix minimum de 2340 \$ pour 6 flacons et 5 jours de traitement. Un prix jugé « [indécent et illégitime](#) », le coût de revient étant d'environ 10 \$...

Le 22 mai, The Lancet publie une étude surprise portant sur 96.032 dossiers recueillis auprès de 671 hôpitaux sur 6 continents qui prétend démontrer que l'HCQ est non seulement inefficace mais dangereuse. Le même jour, Olivier Véran, ministre de la Santé, déclare l'interdiction de l'HCQ, qui sera en vigueur dès le 28 mai.

Le 25 mai, Didier Raoult dénonce une « *manipulation* », puis une étude « *foireuse* » : « [Les Pieds Nickelés font de la science](#) ».

Le 4 juin, le Lancet lui donne raison et **rétracte** son article, mais le gouvernement français ne reviendra jamais sur l'interdiction de l'HCQ.

Le 24 juin, lors de son audition à l'Assemblée nationale, le Pr. Raoult **dénonce** les conflits d'intérêt avec Gilead dans les décisions publiques et recommande de « *faire une véritable enquête* » (cf. [LSDJ n°998](#)), ... appel resté **sans suite** jusqu'à ce jour.

Le 25 juin, l'Agence européenne du médicament se dit favorable à l'autorisation de mise sur le marché du Remdesivir et **le 3 juillet**, il devient le premier médicament contre le Covid19 à recevoir une autorisation conditionnelle en Europe.

Début octobre, la Commission Européenne, qui avait déjà commandé 33.380 doses de Remdesivir, passe une nouvelle commande de 500.000 doses pour un coût d'environ 1 milliard d'euros. La France va payer sa part d'environ 200 M€. Le directeur général de la Santé **écrit** aux médecins français en les invitant à utiliser le Remdesivir, « *quand vous voulez* », « *c'est gratuit* » (cf. [la dernière vidéo du Pr. Raoult](#) à partir de 16'58 qui décrit aussi les dangers connus de ce traitement « *très toxique* »). Il est, en revanche, toujours interdit de prescrire l'HCQ.

Le 2 octobre, l'Agence européenne du médicament indique qu'elle étudie les « *problèmes rénaux aigus* » qui dans 10% des cas pourraient être liés à la prise de Remdesivir.

Le 23 octobre, un [article](#) de Science avoue l'échec du Remdesivir : « *Tous ces essais étaient nécessaires, mais ça ne marche pas* ».

Fin octobre, Gilead annonce que le Remdesivir lui a rapporté 873 M\$ en 2020 (!).

Le 20 novembre, épilogue : l'OMS « **déconseille** » enfin formellement l'utilisation du Remdesivir dans un article publié par le *British Medical Journal* qui a pris récemment des [positions très fermes](#) et lancé des [pétitions](#) contre les conflits d'intérêts actuellement si évidents et si graves.